Universités Pierre et Marie Curie et Denis Diderot

Charte pour l'utilisation des ressources informatiques gérées par le Centre de Calcul Recherche

Remarque préliminaire.

La présente charte n'a pas pour but d'être exhaustive en termes de lois, droits et devoirs (déontologie) que doit respecter tout usager d'un système informatique. Elle a pour but d'informer de leur existence, et d'avertir des risques encourus ("nul n'est censé ignorer la loi").

"L'informatique doit être au service de chaque citoyen.
Elle ne doit porter atteinte,
ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques"

(Article 1 de la loi du 6/1/1978)

Cadre juridique général.

Outre les règles déontologiques, l'utilisation d'un système informatique quel qu'il soit, est soumis au respect d'un certain nombre de textes de lois. Leur non-respect est donc passible de sanctions pénales (amendes et éventuellement emprisonnement).

Pour information et de manière synthétique, ces textes concernent:

- la fraude informatique:

"l'accès ou le maintien frauduleux dans un système informatique ... la falsification, la modification, la suppression et l'introduction d'information avec l'intention de nuire.....la modification, la suppression ou l'introduction de traitements dans un système dans le but d'en fausser le comportement, ...etc, sont considérés comme des délits. ...La tentative de ces délits relève des mêmes peines...." (loi dite Godfrain).

Sanctions allant jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 2 000 000F d'amende.

- la protection des logiciels:

" ...la copie de tout logiciel autres que ceux du domaine public est interdite ..."
(loi du 5 janvier 1985)

- la confidentialité:

"...l'utilisateur d'un système informatique ne doit pas tenter de lire ou de copier les fichiers d'un autre utilisateur sans son autorisation..."

Un système informatique est défini comme l'ensemble des éléments matériels et logiciels appelés ressources informatiques mis à la disposition d'utilisateurs pour permettre le transport, la mémorisation et/ou le traitement automatisé de l'information.

-/-

Dispositions particulières du Centre de Calcul Recherche (CCR) du Campus Jussieu.

Droits d'accès aux ressources gérées par le CCR.

Le CCR met à la disposition des Laboratoires et Services des Universités Paris VI et Paris VII, et sous certaines conditions, à des Laboratoires externes, un ensemble de ressources informatiques pour le calcul, la mémorisation d'informations, et la communication dans le domaine de la recherche. Les droits d'accès des ressources ainsi définies sont soumis à une demande individuelle d'autorisation. Ces droits sont personnels et incessibles.

Droits d'usage

Les droits d'usage s'intègrent dans le cadre juridique général.

Accès à des ressources non gérées par le CCR:

Le signataire de la présente charte s'engage à respecter les termes de la législation et les régles particulières d'accès et d'usage liés à toutes les ressources auxquelles il accède directement ou indirectement via les ressources géréees par le CCR.

Accès aux ressources du CCR, depuis des ressources non géréees par le CCR:

Le signataire de la présente charte s'engage à agir pour que les ressources qu'il utilise pour accéder à celles du CCR, ne deviennent pas un point d'accès pour des personnes non autorisées. De même, le signataire de la présente charte ayant des responsabilités d'administration de ressources informatiques s'engage à mettre en œuvre sur ces ressources les mécanismes ayant pour but d'assurer au mieux le respect des règles d'accès aux ressources géréees par le CCR.

Mise en application de la présente charte.

Les Universités se réservent le droit d'engager des poursuites au niveau pénal indépendamment des sanctions administratives vis à vis de toute personne ayant directement ou indirectement participé à la violation de la présente charte.

Je soussigné[1], m'engage à respecter sans restriction les termes de la présente charte.

signature précédée de la
mention " lu et approuvé":

Fait à le

---

1 Nom et prénom en clair